

pétroliers. Les industries des métaux primaires, des machines et de l'équipement industriel sont restées près des niveaux de production de 1970 et il n'y a guère d'indices permettant de prévoir une forte reprise. La fabrication des avions et des pièces a continué son déclin assez rapide des deux années précédentes.

L'activité minière a poursuivi sa hausse mais à un rythme moins élevé qu'en 1970. Les secteurs du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon ont obtenu les plus fortes augmentations. L'extraction des métaux n'a guère progressé après la forte hausse notée en 1970. La demande des principaux métaux a été faible et les prix réduits, ce qui a conduit plusieurs sociétés à réduire leurs travaux d'extraction. Dans le secteur forestier, le bois d'oeuvre et le contre-plaqué ont obtenu des résultats remarquables; leur production a fortement augmenté surtout par suite de la poussée de la construction d'habitations. Par ailleurs, la situation de l'industrie de la pâte et du papier est demeurée assez faible et sa production a baissé pour la deuxième année consécutive. Bien qu'elle ait été plus touchée que les autres industries des pâtes et papiers, celle du papier journal a connu une reprise modérée vers la fin de l'année, après avoir eu un rendement bien inférieur à sa capacité pendant une longue période de temps.

Les industries des services ont affiché une hausse un peu plus rapide que l'an dernier. La plus forte augmentation a été signalée dans les secteurs de distribution qui ont, bien entendu, bénéficié de l'impulsion des dépenses à la consommation. Les services collectifs, commerciaux, financiers et personnels ainsi que l'administration publique ont progressé encore de façon modérée.

#### PERSPECTIVES DE 1972

Les perspectives économiques de 1972 s'appuient sur la forte demande à la consommation grâce à la montée constante des revenus personnels et aux réductions d'impôt sur le revenu des particuliers. Les nouveaux programmes annoncés en octobre par le ministre des Finances fourniront un stimulant supplémentaire en libérant plus de fonds pour les biens d'équipement et le logement. Il est peu probable que le nombre d'habitations mises en chantier augmente encore beaucoup. Toutefois, le grand nombre de logements mis en chantier pendant l'année qui s'achève a entraîné un report sans précédent d'habitations inachevées, ce qui assure un taux élevé de parachèvement de maisons au cours des mois à venir.

D'après un relevé des investissements projetés par les grandes sociétés, effectué en octobre, on peut prévoir une hausse de 3 p. 100 des dépenses d'équipement en 1972 qui fait suite à une augmentation de 10 p. 100 des dépenses des mêmes sociétés en 1971.

Toutefois, depuis cette enquête, les investis-

sements projetés ont sans doute fait l'objet de révisions à la hausse, par suite des mesures stimulantes du budget d'octobre (comprenant une baisse du taux d'imposition des sociétés), de la hausse actuelle des profits en général et par les effets salutaires sur le climat commercial des accords conclus en décembre par le Groupe des Dix. Ces investissements privés et publics semblent donc appelés à stimuler considérablement la croissance économique dans l'année qui vient.

Les perspectives du Canada en matière d'exportation sont soutenues par l'expansion de l'économie américaine, économie que le réaligement des monnaies étrangères a également stimulée. Notons cependant que le dollar canadien a présentement un taux d'échange élevé par rapport au dollar américain; les exportateurs canadiens éprouveront donc des difficultés à maintenir leur part du marché américain en expansion.

Le ralentissement du rythme de croissance économique de quelques autres grands pays industrialisés risque de nuire temporairement aux exportateurs canadiens. Par contre, les taux de change plus favorables à l'étranger devraient offrir de nouvelles possibilités à l'exportateur dynamique et entreprenant.

Afin d'aider les exportateurs canadiens à conquérir de nouveaux marchés étrangers, le ministère de l'Industrie et du Commerce vient de mettre sur pied un programme en vertu duquel le Gouvernement convient de payer la moitié des frais occasionnés par l'étude d'un nouveau marché. Les exportateurs qui réussissent s'engagent à rembourser le Gouvernement à raison d'un pour cent de la valeur des ventes réalisées sur le nouveau marché.

Entre-temps, les importations semblent appelées à augmenter rapidement, proportionnellement à la hausse de la demande sur le marché intérieur. Il se pourrait que même une hausse vigoureuse des exportations ne soit pas suffisante pour empêcher une autre réduction de l'excédent des échanges commerciaux et des transactions courantes du Canada avec l'étranger.

L'influence globale de la demande intérieure et de l'amélioration des conditions commerciales internationales semble justifier un certain optimisme en ce qui a trait à la croissance économique du Canada au cours de l'année qui vient. Comme toujours, le facteur le plus important sera la façon dont les Canadiens répondront aux défis de cette nouvelle année. Au fur et à mesure que le taux de croissance économique augmente et que les ressources sont exploitées plus à fond, il faudra veiller à maintenir une forte position concurrentielle sur les marchés mondiaux et empêcher tout retour des dangers de l'inflation. Si les Canadiens font preuve de la prudence qui s'impose, ils pourront compter sur une amélioration des conditions économiques au cours de l'année qui vient.